

## **POLITIQUE DES DONNÉES - AVIS SUR LA PROTECTION DES DONNÉES**

Le présent document vise à vous fournir des informations sur le traitement de vos données à caractère personnel et sur vos droits en vertu de la législation applicable en matière de protection des données, notamment en ce qui concerne les exigences de transparence prévues aux articles 12 à 14 du RGPD et les informations qui doivent être communiquées selon les articles 15 à 22 et l'article 34 du RGPD concernant les droits des sujets de données en vertu du RGPD.

Entité responsable du traitement des données  
Societe Generale S.A. Zweigniederlassung Frankfurt  
Neue Mainzer Straße 46-50  
60311 Francfort-sur-le-Main  
Allemagne

Tél.: +49(0) 69 / 71 74- 0  
Fax: +49(0) 69 / 71 74- 1 96  
E-mail: [datenschutz@sgcib.com](mailto:datenschutz@sgcib.com)

Coordonnées de notre délégué à la protection des données :  
Societe Generale S.A. Zweigniederlassung Frankfurt  
Datenschutzbeauftragter Neue Mainzer Straße 46-50  
60311 Francfort-sur-le-Main  
Allemagne

Tél.: +49(0) 69 7174-484  
E-mail: [datenschutzbeauftragter@sgcib.com](mailto:datenschutzbeauftragter@sgcib.com)

### **A. Sources et données**

Nous traitons principalement les données à caractère personnel reçues des représentants légaux et des employés des entreprises avec lesquelles nous avons ou nous établissons des contacts à des fins professionnelles (contacts professionnels). Dans la mesure nécessaire à l'exécution de notre service, nous traitons également les données à caractère personnel que nous avons légalement reçues de nos clients (par exemple pour exécuter des transactions, conclure des contrats, envoyer des rapports sur des fonds), ou sur la base de votre consentement.

En outre, nous traitons les données à caractère personnel que nous recevons dans le cadre de notre relation commerciale avec nos prestataires de services. Nous traitons également les données à caractère personnel que nous avons obtenues légalement à partir de sources accessibles au public (par exemple le registre du commerce) et que nous sommes autorisés à traiter.

Les données à caractère personnel suivantes peuvent être pertinentes dans le cadre de notre relation professionnelle avec vous personnellement ou en votre qualité de représentant, d'employé, de contrepartie ou d'actionnaire de nos clients :

Nom, adresse de bureau ou autres coordonnées professionnelles (numéro de téléphone, numéro de fax, adresse e-mail), adresse de résidence ou autres coordonnées privées (numéro de téléphone, numéro de fax, adresse e-mail).

Outre les données susmentionnées, d'autres données à caractère personnel des catégories suivantes peuvent être traitées.

### **Coordonnées professionnelles**

D'autres données à caractère personnel sont recueillies au cours de l'initiation ou de la négociation d'affaires et pendant la relation professionnelle, notamment à la suite de réunions en face à face, d'appels téléphoniques ou de correspondance écrite, que nous ayons ou que vous les ayez initiées. Ces données comprennent notamment des informations sur le canal de communication, la date, la raison et le résultat, les copies (électroniques) de la correspondance et des informations sur la participation à des campagnes de marketing direct.

### **Transactions et paiements sur comptes**

Des données relatives aux transactions sont enregistrées à partir des ordres de paiement ainsi que des données relatives à l'exécution de nos obligations contractuelles (données de paiement).

### **Exigences générales de diligence raisonnable**

Nous recueillons des informations telles que vos nom, lieu de naissance, date de naissance, nationalité et adresse de résidence avant d'établir une relation professionnelle afin de nous conformer aux lois sur le blanchiment d'argent.

### **Fonds institutionnels (fonds spéciaux)**

Les informations telles que vos nom et adresse de résidence en tant qu'associé de sociétés de personnes qui investissent directement ou indirectement dans des fonds limités exclusivement aux investisseurs institutionnels ; ces informations nous sont transmises par ces sociétés de personnes.

### **B. Finalité du traitement des données et base juridique de ce traitement**

Nous traitons les données à caractère personnel susmentionnées conformément aux dispositions du règlement général de l'UE sur la protection des données (RGPD) et de la loi fédérale allemande sur la protection des données (Bundesdatenschutzgesetz – BDSG):

L'objet social de Société Générale Francfort-sur-le-Main est le suivant :

- opérations bancaires de toute nature telles que définies à la section 1 de la loi bancaire allemande (« Kreditwesengesetz », KWG), à l'exception des opérations d'investissement telles que définies à la section 1 (1) n°6 KWG.
- stockage et traitement de données à caractère personnel à des fins propres et sur instruction et pour le compte des sociétés du Groupe, conformément aux accords de service du Groupe.
- découverte, prévention ou poursuite du blanchiment d'argent, de la fraude et d'autres délits conformément à nos obligations légales.

Les données à caractère personnel sont utilisées uniquement aux fins spécifiques suivantes :

#### **a) afin d'exécuter des obligations contractuelles (point (b) de l'article 6 (1) du RGPD)**

Les données sont collectées et traitées dans le cadre de l'objet social susmentionné afin de fournir et de négocier des services bancaires et financiers dans le cadre de l'exécution de nos contrats avec nos clients, ou afin de prendre des mesures à la demande du sujet de données avant de conclure un contrat.

**b) afin d'équilibrer les intérêts (points (f) et (d) de l'article 6 (1) du RGPD)**

Si nécessaire, nous traitons également des données pour protéger nos intérêts légitimes ou ceux de tiers. Nos intérêts légitimes sont les suivants :

- exécuter des contrats avec nos clients ou prendre des mesures avant de conclure un contrat (si le sujet de données n'est pas le client)
- établir des prétentions juridiques et défendre des actions en justice
- assurer la sécurité et le fonctionnement des systèmes informatiques de la Banque
- vérifier les signatures (au moyen de documents de vérification de l'authentification ou d'extraits du registre du commerce)
- prévenir et enquêter sur les infractions pénales (prévention du blanchiment d'argent)
- prendre des mesures pour assurer la sécurité des bâtiments et des équipements (par exemple, contrôles d'accès)
- prendre des mesures pour assurer le respect des règles des bâtiments (par exemple, vidéosurveillance)
- stockage d'adresses e-mail (prénom et nom de famille sont facultatifs) pour l'organisation, la gestion et la diffusion de notre bulletin d'information afin de tenir nos clients informés ou pour des mesures publicitaires similaires.

**c) sur la base de votre consentement (point (a) de l'article 6 (1) du RGPD)**

Si vous nous avez donné votre consentement au traitement de vos données à caractère personnel à des fins spécifiques, nous traitons vos données sur la base de ce consentement et conformément à ce dernier. Vous pouvez retirer votre consentement à tout moment avec effet prospectif ; un tel retrait de consentement n'affecte pas la licéité du traitement fondé sur le consentement avant son retrait.

**d) sur la base d'exigences légales (point (c) de l'article 6 (1) du RGPD) ou dans l'intérêt public (point (e) de l'article 6 (1) du RGPD)**

En tant que banque, nous sommes soumis à diverses obligations légales, en d'autres termes à des exigences légales en vertu de la législation allemande, telles que la loi bancaire, le code sur les placements de capitaux (Kapitalanlagegesetzbuch), la loi sur le blanchiment d'argent (Geldwäschegesetz), la loi sur le commerce des valeurs mobilières (Wertpapierhandelsgesetz), la législation fiscale, le droit de procédure pénale, la loi sur la fiscalité des investissements (Investmentsteuergesetz) et les exigences prudentielles (par exemple, celles imposées par la Banque centrale européenne, le Comité européen des superviseurs bancaires, la Banque fédérale d'Allemagne, l'Autorité fédérale allemande de surveillance financière (Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht – BaFin) ou l'Autorité française des marchés financiers et d'autres autorités de surveillance européennes). Les finalités du traitement comprennent la vérification de l'identité et de l'honorabilité, la prévention de la fraude et du blanchiment d'argent, la lutte contre le financement du terrorisme, le respect des obligations de vérification et de notification prévues par la législation fiscale et la vérification des règles d'investissement, l'évaluation et la gestion des risques de l'entreprise, la garantie de la sécurité et du fonctionnement des systèmes informatiques et la prise de mesures visant à assurer la sécurité des bâtiments et des équipements (par exemple, les contrôles d'accès).

**C. Destinataires des données à caractère personnel**

Au sein de notre banque, l'accès aux données à caractère personnel n'est accordé qu'aux fonctions et services qui en ont besoin pour remplir nos obligations contractuelles et légales. À cette fin, nous faisons également appel à des prestataires de services internes et externes désignés qui traitent les données pour notre compte, et ils peuvent également recevoir les données.

En ce qui concerne la divulgation de données à des destinataires extérieurs à notre entreprise, nous tenons tout d'abord à souligner que nous sommes tenus de garder strictement confidentielles toutes les données à caractère personnel et les notations ou évaluations dont nous prenons connaissance. Nous ne sommes autorisés à divulguer des informations vous concernant seulement si la loi l'exige, si vous avez donné votre consentement, si nous sommes autorisés à fournir des informations et/ou si les prestataires de services chargés de traiter les données pour notre compte garantissent de la même manière le respect de l'obligation de préserver le secret bancaire et des exigences du RGPD et de la BDSG.

Sous réserve de ces exigences, les catégories suivantes de destinataires peuvent recevoir des données à caractère personnel :

- si une exigence légale ou réglementaire existe, les agences et institutions du secteur public (par exemple, la BaFin, l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF), les autorités fiscales, l'Office fédéral central des impôts (Bundeszentralamt für Steuern), l'Autorité des marchés financiers (AMF), les autorités européennes de surveillance ou d'enquête).
- d'autres entités membres de notre Groupe, les conseillers, les investisseurs institutionnels, les dépositaires, les institutions similaires et les sociétés du Groupe ainsi que les prestataires de services qui traitent des données pour notre compte et auxquels nous envoyons des données à caractère personnel dans le but de poursuivre notre relation professionnelle avec vous ou avec nos clients. Cela peut notamment comprendre : l'archivage, le recouvrement de créances, le traitement de documents, les services de centres d'appel, les services de conformité, le contrôle, le filtrage des données à des fins de lutte contre le blanchiment d'argent, la destruction de données, le soutien / la maintenance des applications informatiques, la gestion de fonds, l'achat / l'approvisionnement, la gestion de l'espace, la gestion des clients, les services de groupe, le marketing, le reporting, le contrôle des risques, la comptabilité des dépenses, les services de titres, les services d'audit, les paiements.

Les autres destinataires des données peuvent comprendre des fonctions ou des services pour lesquels vous avez donné votre consentement au transfert de données.

**D. Transfert de données vers des pays tiers ou une organisation internationale**

Les données sont transférées à des agences dans des pays situés en dehors de l'Union européenne (UE) ou de l'Espace économique européen (EEE) (« pays tiers ») lorsque la loi l'exige, si vous nous avez donné votre consentement ou si cela est autorisé par la loi sur la protection des données sur la base de l'existence d'intérêts légitimes et n'entre pas en conflit avec des intérêts légitimes impérieux de la part du sujet de données.

Si les destinataires de vos données, notamment nos prestataires

de services ou leurs sous-traitants, ont leur siège social en dehors de l'UE/EEE, il se peut que les lois applicables assurent un niveau de protection des données différent dans ce pays par rapport au niveau prescrit par la législation européenne sur la protection des données. Si tel est le cas, nous nous assurons (par exemple en concluant des contrats appropriés (article 46 (2) du RGPD)) que le prestataire de services concerné garantit un niveau approprié de protection des données comparable au niveau de protection en Allemagne.

Si les services de sociétés du Groupe dans des pays tiers sont utilisés afin de remplir nos obligations contractuelles ou légales, ces sociétés sont également tenues de respecter un niveau approprié de protection des données en acceptant des « règles d'entreprise contraignantes » (article 45 du RGPD).

Des accords écrits supplémentaires ne sont pas nécessaires dans le cas de pays tiers dont la Commission européenne a décidé qu'ils assurent un niveau approprié de protection des données à caractère personnel en Europe (article 45 du RGPD). Une copie des garanties appropriées et adéquates est disponible auprès de notre délégué à la protection des données. Outre ces cas, nous ne transférons aucune donnée personnelle à des organisations internationales.

## E. Durée de stockage des données

Nous traitons et conservons vos données à caractère personnel aussi longtemps que nécessaire pour la finalité pour laquelle elles sont traitées et pour remplir nos obligations contractuelles et légales.

Si les données ne sont plus nécessaires à la réalisation de la finalité pour laquelle elles ont été traitées ou à l'exécution d'obligations contractuelles ou légales, elles sont effacées ou rendues anonymes, à moins qu'il ne soit nécessaire de les conserver (pour une durée déterminée) ou de continuer à les traiter aux fins suivantes :

- pour respecter les délais de conservation en vertu de la législation commerciale ou fiscale : la législation pertinente ici comprend le code de commerce allemand (Handelsgesetzbuch), le code fiscal allemand (Abgabenordnung), la loi sur le blanchiment d'argent et la loi sur le commerce des valeurs mobilières, ainsi que d'autres dispositions réglementaires. Les délais de conservation ou de tenue des registres prévus par ces lois sont compris entre deux et dix ans.
- pour conserver des preuves conformément aux dispositions relatives à la prescription des actions. Conformément aux articles 195 et suivants du code civil allemand (Bürgerliches Gesetzbuch – BGB), les délais de prescription peuvent aller jusqu'à 30 ans, bien que le délai de prescription habituel est de trois ans.

## F. Obligation de fournir des données

En tant qu'organe directeur ou employé de nos clients, vous êtes tenu, dans le cadre de la relation professionnelle, de fournir les données à caractère personnel nécessaires au début et à la poursuite de la relation professionnelle et à l'exécution des obligations contractuelles qui y sont associées envers nos clients, ou les données à caractère personnel que nous sommes légalement tenus de recueillir. Sans ces données, nous devons généralement refuser de conclure un contrat ou d'exécuter une transaction, voire nous ne pourrions plus exécuter un contrat existant et peuvent être tenus de le résilier.

Nous sommes notamment tenus, en vertu de la législation sur la lutte contre le blanchiment d'argent, de vérifier votre identité avant d'établir une relation professionnelle avec nos clients, par exemple en vérifiant votre carte d'identité personnelle, et ce faisant, nous sommes tenus d'enregistrer vos nom, lieu de naissance, date de naissance, nationalité et adresse de résidence. Afin que nous puissions nous conformer à cette obligation légale, vous êtes tenu, en vertu de la loi sur le blanchiment d'argent, de fournir les informations et les documents nécessaires et de nous informer de tout changement survenant au cours de la relation professionnelle dans les meilleurs délais. Si vous ne nous fournissez pas les informations et documents nécessaires, nous pouvons refuser d'établir ou de poursuivre la relation professionnelle souhaitée avec les clients.

## G. Vos droits en matière de protection des données

Chaque sujet de données a généralement les droits suivants:

- Droit d'accès (article 15 du RGPD). Vous avez le droit d'obtenir de notre part la confirmation que vos données à caractère personnel sont traitées ou non. Si tel est le cas, vous avez droit à certaines informations et aux données à caractère personnel. Le droit d'accès comprend notamment l'accès aux informations concernant les finalités du traitement, les catégories de données à caractère personnel concernées et les destinataires ou catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées. Veuillez noter que ce droit d'accès n'est pas un droit absolu et peut être limité par les intérêts légitimes d'autres personnes. Le droit d'accès peut être limité par l'article 34 de la loi fédérale sur la protection des données.
- Droit de rectification (article 16 du RGPD). Vous avez le droit de faire rectifier les données à caractère personnel inexactes vous concernant. Compte tenu des finalités du traitement, vous avez également le droit de faire compléter des données à caractère personnel incomplètes, notamment en fournissant une déclaration complémentaire.
- Droit à l'effacement (« droit à l'oubli ») (article 17 du RGPD). Si les conditions requises sont remplies, vous avez le droit de faire effacer vos données à caractère personnel dans les meilleurs délais. Le droit à l'effacement peut être limité par l'article 35 de la loi fédérale sur la protection des données.
- Droit à la limitation du traitement (article 18 du RGPD). Si les conditions requises sont remplies, vous avez le droit de faire limiter le traitement de vos données à caractère personnel. Si tel est le cas, les données à caractère personnel seront identifiées en conséquence et, le cas échéant, traitées uniquement à certaines fins.
- Droit à la portabilité des données (article 20 du RGPD). Si les conditions requises sont remplies, vous avez droit à la portabilité des données à caractère personnel que vous nous avez fournies, c'est-à-dire que vous avez le droit de recevoir ces données dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine et, le cas échéant, le droit de transmettre ces données à un autre contrôleur sans entrave de la part du contrôleur auquel les données à caractère personnel ont été fournies.
- Vous avez également le droit de déposer une plainte auprès d'une autorité de surveillance compétente (article 77 du RGPD en liaison avec la section 19 de la BDSG).

Vous avez le droit de nous informer à tout moment que vous retirez votre consentement au traitement de vos données à caractère personnel. Le retrait du consentement n'affecte pas la licéité du

traitement jusqu'à ce que ce retrait soit effectué. Cela s'applique également au retrait du consentement que vous nous avez accordé avant l'application du RGPD, c'est-à-dire avant le 25 mai 2018. Le retrait du consentement n'a qu'un effet prospectif. Le traitement des données avant le retrait n'est pas affecté.

## **H. Processus décisionnel automatisé**

Nous n'utilisons généralement aucun processus décisionnel entièrement automatisé tel que visé à l'article 22 du RGPD pour établir et poursuivre des relations professionnelles. Si, dans certains cas, nous mettons en œuvre un processus décisionnel automatisé, nous vous en informerons séparément si la loi l'exige.

## **I. Profilage**

Vos données seront traitées automatiquement en partie dans le but d'évaluer certains aspects personnels (profilage) :

Nous utilisons des outils d'analyse afin de vous informer de manière sélective sur nos produits et de vous conseiller. Ceux-ci permettent de communiquer en fonction de vos besoins et de faire de la publicité, y compris des études de marché et d'opinion.

Autrement, nous n'utilisons pas de processus décisionnel automatisé pour traiter vos données dans le but d'évaluer des aspects personnels spécifiques (profilage).

## **Droit d'opposition en vertu de l'article 21 du RGPD**

Vous avez le droit de vous opposer à tout moment au traitement de vos données à caractère personnel sur la base d'intérêts légitimes (point (f) de l'article 6 (1) du RGPD), pour des raisons liées à votre situation personnelle. Cela s'applique également à tout profilage au sens de l'article 4 (4) du RGPD sur la base de cette disposition. Nous ne traiterons plus vos données à caractère personnel à moins que nous puissions démontrer qu'il existe des motifs légitimes et impérieux de procéder à ce traitement, qui l'emportent sur vos intérêts, vos droits et vos libertés, ou que le traitement soit effectué dans l'intérêt de la constatation, de l'exercice ou de la défense de prétentions juridiques.

Vous avez également le droit de vous opposer au traitement de vos données à caractère personnel à des fins de marketing direct, sans frais et sans indication de motifs. Il en va de même pour le traitement de vos données à caractère personnel, y compris le profilage dans la mesure où il est lié à ce marketing direct. Par la suite, nous n'utiliserons plus vos données à ces fins (article 21 (2) du RGPD).

### **Interlocuteur en cas d'objections**

Il n'y a pas de formulaire prescrit pour les objections. Veuillez inclure « objection » dans la ligne référence/objet, indiquer votre nom et votre adresse, et envoyer à :

Société Générale S.A. Zweigniederlassung Frankfurt  
Neue Mainzer Straße 46-50  
60311 Francfort-sur-le-Main  
Allemagne

ou envoyer par e-mail à : [datenschutz@sgcib.com](mailto:datenschutz@sgcib.com)